

Représentations sociales, acteurs et pouvoirs dans l'appropriation sociale des dispositifs communicationnels : Recherche sur l'Internet au Cameroun

MISSE MISSE
Chargé de Cours
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Département de Sociologie et Communication
Université de Douala
Cameroun
missey_comdev@yahoo.fr

INTRODUCTION

Le thème NTIC et développement durable est d'une actualité brûlante. Telle est également l'analyse des fractures numériques, notamment à l'intérieur même des pays africains. Les développeurs du monde et une petite frange de la classe dirigeante et des intellectuels puis des élites des capitales et de quelques grandes villes, considèrent que les réseaux de communication et les applications multimédias interactives constituent le moteur de la croissance et du développement durable. Si on excepte ces cercles, l'Afrique reste caractérisée par le désert communicationnel, les plus faibles télé-densités et les parcs d'ordinateurs les plus petits de la planète. Cet état des lieux suscite des inquiétudes et la recherche des réponses sur la manière dont Internet est reçu, par les Africains au quotidien, constitue la trame de fond de notre contribution. Nous situons notre analyse dans une perspective sociopolitique, car nous pensons que le développement, d'Internet et autour d'Internet, est un enjeu de pouvoir. Ce champ de problématisation pose la question du politique dans le contact entre les NTIC et les formations sociales des pays africains étudiés. Notre compréhension du pouvoir dans le contexte présent est globale. La problématique du pouvoir sera en effet abordée au niveau macro-social et au niveau micro-social, à partir de la situation observée au Cameroun. Notre analyse macro-sociale s'intéresse à l'approche juridico-institutionnelle du pouvoir. Celle-là concerne les lois, au sens formel du terme et les politiques publiques sectorielles de manière générale. Elle tient compte de l'existence d'une volonté politique et d'un cadre légal, y compris la sensibilisation des partenaires au développement et des communautés. La grille d'explication micro sociale nous permet d'observer le phénomène de pouvoir à travers l'expression des rejets, des résistances ou de l'adoption d'Internet. Dans ces deux dimensions, nos travaux¹ ont permis de mettre en évidence la permanence et l'omniprésence du pouvoir autour de la mise en œuvre d'Internet en contexte de développement humain durable. Ces rapports de pouvoir sont révélés par certains enjeux qui émergent de la problématique de l'accès à l'Internet et de la prise de conscience de l'appropriation de ce dispositif comme média et instrument de savoir au niveau national.

OBJECTIF ET CHAMP DE PROBLEMATISATION

¹ Cet article est rédigé à partir d'un travail de recherche plus global : *Pratiques de communication et changement social. Recherche sur l'appropriation sociale du média Internet en Afrique sub-saharienne (Burkina Faso, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Sénégal)*, Mémoire complémentaire à la note de synthèse des travaux présentés en vue de l'HDR, 2003, 180 pages.

Depuis 1960, diverses expériences ont été tentées pour enrayer le phénomène du « sous-développement » fréquemment utilisé pour définir la situation des pays africains². Dans les années 1970, une décennie du développement de l'Afrique par l'Informatisation fut expérimentée. La perspective change depuis le début des années 1990 avec l'introduction de l'Internet comme la solution idoine au développement de l'Afrique. Ce changement de paradigme intervient dans un contexte de mondialisation marqué par la restructuration des systèmes économiques et de communication, qui introduit une rupture dans les modes de questionnement de la problématique du développement.

L'une des conséquences de la mondialisation est la libéralisation à outrance de l'économie et un schéma de développement fondé sur les industries de l'immatériel et les ressources des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). On pense que ces dispositifs peuvent libérer, en Afrique, l'échange commercial et accélérer la démocratisation. Les mutations considérées seraient effectives, compte non tenu des contraintes et des contingences géographiques, dans la pure logique de l'idéologie internationale de la vitesse. A partir de l'exemple du Cameroun, nous avons essayé d'étudier la question du pouvoir parmi les phénomènes sous-jacents à la pénétration de l'Internet. L'analyse du pouvoir se fonde sur le constat que toutes les initiatives entreprises en faveur du développement ont été toutes soutenues par l'aide au développement et la coopération technique, c'est-à-dire par la volonté politique des gouvernements étrangers. Cela révèle probablement une incapacité de l'Afrique à gérer elle-même son propre développement mais nous pensons que cette situation doit être lue en rapport avec la puissance et la survivance de rapports de type colonial entre les pays africains en général et les anciennes puissances colonisatrices et des pays comme les Etats-Unis et le Japon. Par contre au niveau micro-social nous avons choisi de réfléchir ici sur le phénomène du pouvoir, dans ses manifestations observées pendant notre recherche sur le terrain au Cameroun. En effet, l'examen de certaines pratiques sociales liées à l'usage de l'Internet fait apparaître que l'Internet induit la transformation des rapports de pouvoir observés dans des espaces sociaux dont les populations veulent ou souhaitent accéder à la société mondiale de l'information et de la communication. La rhétorique discursive liée au phénomène explosif qu'est l'Internet fait apparaître que les représentations sociales de l'outil structurent différentes relations de pouvoir.

Méthodologie

Collecte des données

L'étude sur le terrain a été menée de 1997 à 2002, sous forme d'une recherche qualitative fondée sur l'observation participante (dans les cybercafés et dans certains foyers), les focus group discussions (FGD) et des interviews approfondies des informateurs clés que sont les propriétaires de cybercafés, les journalistes, les responsables municipaux, les cybernautes, les enseignants, les élèves, des responsables politiques et administratifs. Elle s'est déroulée dans les deux principales villes du Cameroun, Yaoundé et Douala regroupant le plus grand nombre d'activités Internet dans ce pays. Nous avons retenu la méthode d'échantillonnage à choix raisonné, compte tenu des difficultés de procéder à des enquêtes de cette nature au Cameroun. La sélection des sites d'observation s'est fondée sur les critères suivants : le secteur d'activités des entreprises : nous avons choisi des secteurs où les flux de communication sont susceptibles d'être importants ; les personnes à interroger étaient retenues dans les entreprises et associations de commun accord avec le responsable du personnel et sur la base des objectifs de l'étude. La disponibilité des individus à répondre a été intégrée dans le choix, pour réduire les taux de non réponses. Nous avons interrogé en tout une population de 1 309 individus des deux sexes âgés de 10 à 60 ans et fréquentant les cybercafés. Nous avons été assisté par 150 étudiants des cycles de licence et de maîtrise de sociologie et de communication des universités de Douala et Yaoundé II préalablement formés aux techniques de collecte des données qualitatives (entretien, interview, observation participante, discussion de groupe). Dans chaque ville ont été organisés 20 FGD au total. Une trentaine d'interviews approfondies ont été aussi organisées auprès des jeunes du

² Misse Misse : " Modèles de développement et modèles de communication; Analyse socio-économique du rapprochement des politiques de développement et des logiques de communication en Afrique", in *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines*, vol. n°1, 1997, Université de Yaoundé I, pp. 239-253.

secondaire (15), des enseignants du secondaire (10) et des maîtres d'école (5). Pour approcher le sujet notre démarche a consisté à observer sur le terrain des pratiques de l'Internet et à recueillir des discours qui se rapportent à ce média. L'objectif était de faire ressortir comment les personnes interrogées perçoivent Internet et de mesurer le degré d'implication des populations interrogées en tant qu'acteurs du développement de l'Internet. Pour recueillir les informations nécessaires, nos étudiants et nous mêmes avons demandé aux interviewés de répondre aux principales questions suivantes : Avez-vous accès à Internet ? Comment avez-vous accès à Internet ? En quelles occasions utilisez-vous Internet? Quelle est l'utilité actuelle de ce moyen ?

Analyse des données

L'analyse des rares documents spécifiques écrits disponibles sur l'objet de la recherche, de même que la littérature sociologique et anthropologique ont été d'un concours apprécié pour situer les résultats obtenus par rapports aux connaissances existant sur le phénomène du pouvoir dans les moyens de communication; ces informations ont été utiles dans la vérification de la pertinence de nos préoccupations de recherche qui sont en rapport avec les relations de pouvoirs dans le développement d'Internet. Les représentations sociales ont servi comme grille de lecture des relations des acteurs impliqués dans le processus à leur environnement. Cela a permis de contribuer à la mise en lumière des résultats du contact entre Internet et la société camerounaise. Compte tenu de la pluralité des types de représentations (mentales, publiques, culturelles, etc.), nous nous limiterons aux représentations publiques, que Dan Sperber repère dans les discours, les ouvrages, les articles et communiqués de presse et l'ensemble des productions intellectuelles objectivées³. Notre tentative de donner du sens aux phénomènes sociaux observés sera construite autour de deux thèmes, les stratégies des acteurs publics et institutionnels d'une part, d'autre part les pratiques et représentations sociales des micro-acteurs individuels, c'est-à-dire le sens qu'ils donnent à leur Internet. Les représentations sociales de l'Internet dans la classe politique africaine confirment l'existence des enjeux de pouvoir dans la problématique du développement de l'Internet et par l'Internet. Ainsi, l'ancien président du Mali Alpha Omar Konaré repère dans Internet des "enjeux de pouvoir car aujourd'hui, celui qui peut le mieux être présent sur les autoroutes de l'information détient un pouvoir de manipulation considérable"⁴. De ce fait, les représentations sociales des autorités publiques et des membres de la société civile ont été prises en compte. Par ailleurs les pratiques, les tactiques les constructions de l'Internet communautaire ou individuel ont été observées et répertoriées. Cela est fait à *partir du repérage des relais institutionnels, des mots et des images (métaphores), des appareils et dispositifs de communication "le bouche à oreille". Ces instances de médiation sont (en effet) des lieux, des moments de manipulation et d'influence sur les processus d'élaboration des représentations de la réalité telles que les construisent les acteurs sociaux*⁵. Serge Moscovici⁶ définit les représentations sociales comme étant "un ensemble de concepts, d'énoncés et d'explications qui proviennent de la vie quotidienne (...) elles sont l'équivalent, dans (la) société (occidentale), des mythes et des systèmes de croyance des sociétés traditionnelles", "des ensembles dynamiques (dont) le statut social est celui d'une production de comportements et de rapports à l'environnement, d'une action qui modifie les unes et les autres", permet "d'expliquer les phénomènes les plus variés dans la société", dont l'expérience quotidienne est "tout entière faite de représentations"⁷. Denise Jodelet⁸ confirme que cette notion désigne des réalités mentales qui "nous guident dans la façon de nommer et de définir ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours, dans la façon de les interpréter, statuer sur eux et, le cas échéant, prendre une position à leur égard et la défendre"⁹.

³ Id., p. 422

⁴ Discours prononcé à Genève le 17 octobre 1996. Nous notons qu'il a été l'un des Chefs d'Etats les plus engagés dans la société de l'Information.

⁵ Les passages en italique sont tirés de MISSE MISSE: *Les développements de la publicité en Afrique francophone dans les années quatre-vingts: le cas du Cameroun*, Thèse de doctorat, T.2, p. 421

⁶ *La Psychanalyse, son image, son public*, p.48

⁷ MISSE MISSE, Op. cit. p. 420

⁸ *Les représentations sociales*, (dir. ;) p. 65 et p. 31

⁹ MISSE MISSE, Op. cit. p. 421

Principaux Résultats

Le décryptage des demandes sociales d'Internet exprimées dans les réponses des personnes rencontrées et interrogées, différentes d'un segment de l'échantillon à l'autre, fait apparaître un conflit à dimensions multiples, qui dépasse le simple problème de l'usage de l'Internet pour poser le problème du pouvoir. L'analyse des données de l'enquête que nous avons menée au Cameroun et celle des données secondaires auxquelles nous avons eu accès fait également apparaître le pouvoir dans la problématique de l'Internet comme étant une construction sociale (négociation ou opposition entre pouvoirs publics et acteurs privés ou de la société civile.) Cela explique par exemple l'attitude des gouvernants face aux initiatives internationales de promotion de l'Internet, le comportement des promoteurs étrangers (Etats et société transnationales) dans la mise en œuvre de leurs projets, l'impulsion du secteur privé dans la popularisation d'Internet au Cameroun. La dimension intersubjective du phénomène de pouvoir s'inscrit également dans les représentations individuelles de ce média, que les logiques de communication locale (par exemple le bouche à oreilles) tendent à constituer en représentations sociales, dont la dimension symbolique fait sens et fonde le rejet ou l'adoption de l'outil dans différents environnements socioprofessionnels ; par exemple, le développement de l'Internet rose illustre une certaine appropriation du réseau des réseaux au Cameroun.

Notre compréhension du pouvoir dans le contexte présent est double. Nous considérons ce phénomène social comme étant de nature juridico-politique, car des lois, au sens formel du terme, sont en cause. Nous pensons aussi que des aspects plus sous-jacents existent, qui nous amènent à utiliser le sens donné au concept de pouvoir par Michel Foucault (1976, p.122) pour désigner "la multiplicité des rapports de force...le jeu qui par voie de luttes et d'affrontements incessants ...transforme (ces rapports de force qui sont observés dans l'étude de l'Internet au Cameroun), les renforce ou les inverse; les appuis que ces rapports de force trouvent les uns dans les autres, de manière à former chaîne ou système, ou au contraire les décalages, les contradictions qui les isolent les uns les autres; les stratégies enfin dans lesquelles il prennent effet". Contrairement à Foucault (1976, p.110), qui choisi de parler du pouvoir uniquement comme étant "immanent", "partout et (venant de) partout", notre position est donc plus élargie et elle permet d'intégrer à cette dimension celle dont il ne parle pas suffisamment, le niveau juridico-légal.

LE POUVOIR JURIDICO-LEGAL

Il ressort de nos recherches que la première réflexion sur les politiques publiques des NTIC au niveau continental émane d'un groupe d'experts commis par les Ministres africains chargés du développement économique et de la planification réunis dans le cadre de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA). Leur résolution n° 795 XXX sur "l'Initiative de la Société de l'Information en Afrique" (AISI) se fixe pour mandat l'intégration du continent à la société de l'information. Les moyens choisis sont la réduction du retard dans le domaine des NTIC. La mise en œuvre de ce programme est peu lisible dans les différents pays et notamment au Cameroun. Ce domaine est qualifié de prioritaire dans tous les aspects de la vie quotidienne par l'ensemble des pays africains. Cependant ces prémisses d'une politique africaine ont connu des situations diverses d'un pays à l'autre. Les pouvoirs publics n'ont pas de vision d'ensemble du développement des NTIC. Ce manque de mise en cohérence est patent quand on observe les interactions des politiques publiques et des différentes initiatives privées mises en œuvre au niveau national. Il met en lumière un conflit de priorité entre les NTIC et les secteurs sociaux essentiels (santé, agriculture, éducation...). Contrairement à certains pays africains, la définition des politiques publiques de l'Internet au Cameroun en est encore au stade de la réflexion. Cela vaut pour la définition des axes stratégiques et des mesures d'incitation adéquates, comme pour l'organisation du cadre institutionnel et la réglementation de l'activité. Peu de municipalités et d'entreprises publiques sont impliquées. On note donc un manque de dynamisme impulsé par les relais de l'action institutionnelle au niveau territorial. Seule l'action des opérateurs privés est à l'origine de la plupart des activités de développement de l'Internet. Cette attitude de retrait des pouvoirs publics, des entreprises publiques et des collectivités publiques décentralisées, voire une certaine méfiance par rapport aux NTIC peut s'expliquer par des logiques de pouvoir.

Nous avons analysé le pouvoir dans les administrations, les entreprises et établissements publics, les organisations privées et associatives. La question de la flexibilité à l'heure des NTIC et de l'Internet a une dimension de pouvoir, qui intéresse les acteurs institutionnels (direction, encadrement, salariés) et qui prend en compte l'Internet dans la problématique du changement organisationnel. Des inégalités sociales sont relevées également dans l'espace public de l'entreprise, à l'occasion de l'insertion sociale des NTIC. L'accès à Internet, comme précédemment pour l'ordinateur et le téléphone, est très lié à la catégorie socioprofessionnelle des travailleurs.

* Les administrations publiques

Notre recherche fait ressortir un faible taux d'accès des employés au "net", dans les administrations publiques, comme dans les entreprises publiques et privées. Cela met davantage en évidence la perception de cet outil comme un signe de distinction sociale et d'affirmation de la hiérarchie au sein des entreprises¹⁰. L'accès au réseau des réseaux est donc là aussi également un enjeu de pouvoir, avec le contrôle des "sources d'incertitudes" stratégiques dont parle Michel Crozier¹¹; on retrouve ici l'idée, développée par Foucault (op. cit. p. 125), d'un pouvoir calculateur inscrit dans des stratégies individuelles d'acteurs, dans leurs "tactiques" au niveau limité où elles s'exercent. 80% des dirigeants interviewés pensent en effet qu'Internet permet à ceux qui y ont accès de "monopoliser les affaires de l'entreprises".

Le passage d'une administration "en silo" à une administration en réseau acquise à la bonne gouvernance et à la décentralisation ne peut faire abstraction du ressenti des acteurs sociaux impliqués. Comme l'écrit Michel Crozier, On ne change pas la société par décret. La peur et les inquiétudes suscitées par la perspective d'une transformation de leur propre mode de fonctionnement, qui leur ferait perdre le contrôle d'un certain nombre de sources d'incertitudes stratégiques. En effet, dans l'administration publique, en introduisant par exemple la transparence dans des domaines jusque là flous, où règnent de véritables potentats, Internet ouvrirait la voie à une réforme des processus administratifs, des technologies et des structures utilisées et à un changement des mentalités au niveau des agents publics. Un blocage culturel est sous-jacent à cette évolution. Comme pour les populations, il s'explique par la pression des référents traditionnels des acteurs (les pratiques, attitudes et comportements actuels) dans leur environnement et une tendance humaine naturelle à freiner face à ce qu'on considère comme un saut dans l'inconnu. Ces stratégies d'acteurs, orientées vers le contrôle des sources d'incertitude stratégiques, nous situent en plein au cœur du phénomène du pouvoir dans notre axe réflexif. Il est certain, note par exemple un rapport du CDSR-AC¹², que les pratiques actuelles des administrations publiques débouchent sur "des frottements excessifs entre les usagers et les fonctionnaires" qui rendent la corruption difficile à éradiquer. L'informatisation hier et aujourd'hui l'Internet viseraient à rationaliser toujours davantage les circuits d'information internes, en rendant plus fluides les systèmes d'information des administrations publiques. Le manque de succès, quasi-définitif pour l'informatisation et encore observé pour l'Internet marquent les limites du volontarisme public dans les réformes structurelles. La décennie 1970, consacrée à l'informatisation du continent africain n'a pas donné les résultats escomptés¹³. Nous en voulons pour preuve que les politiques publiques des NTIC actuellement élaborées sur le continent africain comprennent un volet informatisation¹⁴ et au Cameroun ce processus est en cours puisque nous avons observé un grand effort d'équipement des administrations publiques en ordinateurs et de mise en réseau dans certaines directions de ministères.

¹⁰ Comme cela est encore le cas pour l'accès au téléphone et pour l'ordinateur

¹¹ Dans son ouvrage *L'acteur et le système*

¹² Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique Centrale (démembrement de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, CEA)

¹³ On peut consulter MISSE MISSE, "la pertinence de l'analyse sociologique dans l'insertion sociale des outils techniques", in *Actes du 10^{ème} Congrès national de la SFSIC*, Grenoble, 1996.

¹⁴ On peut aussi lire: MISSE MISSE: Pratiques de communication et changement social. *Recherche sur l'appropriation sociale de l'Internet en Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Sénégal)*, Document produit en soutenance pour l'HDR en SIC, inédit.

La faible pénétration de l'Internet dans le monde de l'entreprise publique au Cameroun est également confirmée dans le secteur privé.

* Les entreprises privées camerounaises

L'étude des profils d'utilisateurs dans les 55 entreprises de l'échantillon permet de dire que les utilisateurs d'Internet sont d'origine socioprofessionnelle variée : ingénieurs (dans 18 entreprises sur 55), surtout chargés de l'exploitation des ressources Internet, secrétaires (dans 12 entreprises), experts en Internet (dans 8 entreprises). Dans 29 entreprises sur 55, l'exploitation de l'Internet est confiée à des membres du personnel appartenant à des catégories autres que celles qui ont été énumérées. Dans l'ensemble des entreprises considérées, les réponses relatives aux utilisations indiquent que les services connectés à Internet s'occupent de la gestion administrative (40 entreprises) de l'informatique (25 entreprises). Le service du personnel, le service de communication et le service financier sont respectivement connectés dans 11, 10 et 10 entreprises. L'enquête fait aussi apparaître Internet comme un champ politique, puisque cette technologie articule des enjeux de pouvoir pluriels.

Parce que le politique est le lieu par excellence de la représentation symbolique, de la fiction et du rêve, ce média peut donc aussi être considéré comme un espace public de constructions symboliques et mythologiques, de représentations à l'intérieur duquel les pouvoirs publics et les autres pouvoirs sociaux construisent Internet comme un outil de développement ou de changement social.

LE POUVOIR MICRO SOCIAL

Les résultats de la recherche menée notamment dans les cybercafés montrent que la clientèle de ces lieux d'accès à Internet est répartie de façon inégale entre filles et garçons : l'internaute est plutôt de sexe masculin et surtout jeune (75 %). La ventilation est inégale entre jeunes et adultes : dans l'ensemble 85% des personnes interrogées ont entre 18 et 40 ans, mais deux tranches distinctes se dessinent (26 à 40 ans) et (15 à 25 ans, la plus importante). Pour les adultes, on note une prépondérance de femmes (67%). Très peu de personnes de 50 ans et plus ont été vues dans les cafés pendant la période de l'enquête. Les cadets sociaux (jeunes, femmes), les populations en difficulté, les personnes vivant en zones rurales ou dans les régions mal desservies souffrent de la marginalisation numérique, mais pas seulement. Le profil de richesse dans un pays comme le Cameroun indique que le quart de la population détient 75% de la richesse du pays. A partir de ces statistiques, nous avons déduit que, toute proportion gardée, le quintile le plus riche est trois fois plus équipé que le reste de la population, y compris en ce qui concerne Internet. On peut donc observer un lien entre les NTIC, dont Internet, puis les ménages et leur niveau de revenus.

* Représentations sociales, marginalité et production de stratégies de pouvoir

Internet est l'apanage des seules élites, de membres de la classe dirigeante et des classes moyennes des grandes villes. Le reste de la population, notamment en zone rurale, n'est ni préparée ni intégrée à la modalité de la communication introduite par l'Internet. D'un côté la majorité de l'élite et de la bourgeoisie comprador n'est probablement pas prête à accepter le concept de communication universelle, égalitaire et sans contrôle, complètement étranger à toute culture socio-politique existante. L'Internet s'apparente pour eux, dans ce contexte, à un véritable labyrinthe, dont la maîtrise par les populations pourrait sonner le glas pour leur pouvoir absolu. Cette structure des rapports de force peut se lire à deux niveaux : l'administration publique et la chefferie traditionnelle. En effet les structures gouvernementales, les corps constitués sont formés de castes ou de corporations de fonctionnaires et d'élus privilégiés dont la stabilité repose sur le contrôle des sources d'incertitude¹⁵ stratégiques dont parle Michel Crozier¹⁶. L'absence d'approche innovante dans le développement du réseau des réseaux observée au Cameroun peut s'expliquer par la peur de partager l'information stratégique. Malgré la forte propension des dirigeants à adopter des utilisations qui ont fait leurs preuves en matière de

¹⁵ C'est le contrôle de l'information

¹⁶ Dans *l'acteur et le système*

développement sous d'autres cieux, probablement forcés d'adhérer au modèle de la camisole de force qui préside aux relations "Nord-Sud", les comportements observés pourraient relever de stratégies tendant à contenir l'introduction de moyens d'information non contrôlables qui représenteraient une menace voire un risque de déstabilisation intolérable¹⁷. De l'autre point de vue, les notables en place au niveau des chefferies traditionnelles ne verraient pas d'un bon œil la popularisation d'un outil qui pourrait remettre leurs avantages et privilèges en question ou dénoncer leurs pratiques.

L'appropriation du "net" dans les entreprises, les cybercafés et dans les ménages en particulier a fait ressortir un enjeu pouvoir, autour de la problématique du contrôle social et de l'émancipation des "cadets sociaux". Par exemple, 93% des parents (sans écart entre Yaoundé et Douala) qui sont connectés à domicile développent des stratégies de contrôle social à partir de ce qu'ils se représentent comme des dangers pour leurs enfants ou pour leurs épouses respectivement. Ces répondants soutiennent que les usages de l'Internet, lorsque les consultations ne sont pas "encadrées", tournent autour du chat, des chargements indécentes l'envoi de mails indésirables sur des sujets détestables. Si l'on veut que le net ajoute de la valeur et enrichisse tant sur le plan de l'information, de la culture, de l'apprentissage et du débat d'idées, "il faut y regarder de très près avec les jeunes gens et les femmes".

Le niveau des micro-acteurs sociaux

- Les cybercafés

Les cybercafés semblent ouvrir un portail qui aboutit au relâchement ou à l'évitement du contrôle intergénérationnel sur l'accès à l'information. 81% des jeunes de moins de 21 ans estiment que "grâce aux cybercafés les velléités de censure et de violation du secret des correspondances exercées par les parents et les aînés sur nous devient sans objet". L'accès des filles et des femmes à Internet tend à être jugé négativement par les parents. Dans les ménages, la recherche dévoile un double conflit, entre parents et enfants, autour de l'ordinateur et entre ordinateur et Internet¹⁸. A titre d'illustration, au Cameroun 48% des femmes mariées interrogées et 63% vivant en union indiquent que, "avec un seul ordinateur à la maison l'accès au net crée le même type de problèmes que nous avons connus avec la télévision". Ces réponses rappellent en effet les conflits observés entre parents et enfants et entre conjoints dans le choix des programmes dans les foyers disposant d'un seul poste de télévision. Si l'acquisition de deux postes de télévision ou plus a réglé partiellement ce problème, avec l'Internet le problème est plus complexe. Enfin, il apparaît que les jeunes (75%) des répondants à cette question sont les innovateurs, qui initient leurs parents au "net" après l'avoir fait pour l'ordinateur. Internet apparaît alors comme le moyen de développer une maîtrise technique des procédés de navigation, qui leur permet d'exercer une influence sur les parents et de limiter leur pouvoir de censure. Les étudiants y voient un moyen de renforcer leur autonomie académique en même temps qu'Internet suscite en eux un espoir en une forme de démocratisation de l'éducation. "Nous pouvons avoir directement accès à une documentation que nos enseignants nous cachent et même qu'ils ne connaissent pas". L'arrivée d'Internet correspond à une période de crise des modèles sociaux dans la société camerounaise, encore dominée par le modèle familial d'autorité qui autorise la violence contre les "cadets sociaux". Cette rupture de l'ordre social est caractérisée notamment par un relâchement du lien social observé, dénoncé puis imputé par les pouvoirs sociaux au relatif développement des télécommunications, à la mondialisation de la communication télévisuelle. Les télévisions internationales diffuseraient une certaine vision de la liberté, peu en phase avec les modèles d'organisation sociale autochtones.

Le contact entre l'Internet et la société aboutit à des conflits d'autorité, par exemple perceptibles dans les modalités de la fourniture de l'accès à Internet et repérables dans l'instance judiciaire ayant opposé

¹⁷ La réaction de la France dans l'affaire des sites vendant des objets nazis au cours de l'été 2000 et la pratique américaine depuis les attentats du 11 septembre 2001 montrent malheureusement que cette pratique ne se limite pas à la seule Afrique.

¹⁸ L'utilisation de l'ordinateur domestique pour des applications essentiellement Bureautique le rend souvent indisponible pour l'accès à l'Internet, et ceci provoque des tensions au sein de certaines familles.

l'Agence de régulation des télécommunications du Cameroun et les pourvoyeurs de la téléphonie sur Internet. La lutte contre la précarité numérique, présentée dans la rhétorique discursive des autorités publiques, s'insère mal dans ce contexte où les schémas hiérarchiques, bureaucratiques et inégalitaires de gestion sociale qui découlent du modèle patriarcal de pouvoir, autorisent encore de nombreux abus. Toutes les pratiques de violence, la violation des correspondances privées, pratiquée soit par les aînés, soit par les services de sécurité, soit par des fonctionnaires véreux préposés au courrier postal, semblent avoir été transposées dans le cadre de l'Internet. Ces vellétés de contrôle sont de moins en moins acceptées par la majorité des personnes interrogées. Toutefois, compte tenu de la faible pénétration de l'Internet dans l'administration publique, les ménages et dans les entreprises la population, il convient de relativiser l'importance de cette dimension du conflit et de la perturbation des normes sociales et organisationnelle sur l'ensemble des formations sociales. Les différents modèles d'appropriation de l'Internet font ressortir de nombreux indices qui valident l'idée d'un Internet réducteur des différenciations sociales et libérateur du poids de la tradition.

Cybercafés: espaces publics de contestation des pouvoirs sociaux ?

La recherche sur les cybercafés établit que certains usages prédominants répondent à cette quête de liberté et à une sorte de sphère privée procurée par l'espace public numérique. Malgré leur succès, la réputation des cybercafés est cependant fort édulcorée dans un pays comme le Cameroun, par des pratiques comme l'Internet "rose" ou X. Ces utilisations tendent à jeter l'opprobre sur l'Internet de la part des adultes et notamment des parents. Cela traduit aussi l'ampleur des ruptures de modèles sociaux, prétendument introduites par l'Internet dans la vie et les pratiques quotidiennes des jeunes Camerounaises. Face à ce qui est considéré comme un "détournement des mineurs et de l'Internet dans les cybercentres", des vellétés de contrôle social sont observées ici et là dans différentes sphères privées dans la zone d'étude. Cela serait fort préjudiciable aux autres usages nobles, les plus nombreux du réseau des réseaux : par exemple l'appui aux programmes scolaires, l'information et la documentation, etc. Issues, pour la plupart, de familles très pauvres, certaines de ces filles ont des ambitions plus nobles : "se rendre en Europe, y faire des études, travailler afin de subvenir aux besoins de leurs familles restées dans la misère au Cameroun", indiquent de nombreuses personnes interrogées. Pour leur part, les fournisseurs d'accès Internet, comme les promoteurs de cybercafés, se retrouvent coincés entre le marteau et l'enclume, adulés par les jeunes adolescents et tancés par les aînés. Cette catégorie socioprofessionnelle ne veut pas être transformée en gendarmes de l'éthique : "Notre premier objectif est de faire la promotion du net en mettant à la disposition du public des accès, des coûts réduits, à leur montrer le potentiel (positif) du net. "Nous avons assez de travail comme ça" répondent la majorité des propriétaires de cafés interrogés à Douala et à Yaoundé. Un autre groupe estime que "c'est un droit absolu de l'individu d'accéder à l'information qu'il désire sur Internet, mais c'est aussi vrai que l'exercice de ce droit ne doit pas déranger autrui. Ne transformons pas (ou ne laissons pas se transformer) les cybercafés en des endroits hostiles à toute activité sérieuse". "On parlait de déontologie des journalistes, il va falloir une déontologie de la part des responsables de cybers" soutiennent un autre groupe de personnes interrogées. Les pratiques sociales des acteurs mettent en lumière les enjeux de pouvoir qui sont à l'œuvre autour d'Internet, et qui en révèlent la dimension politique.

Comme l'enquête l'a bien montré à propos de l'appropriation du média Internet, la question politique de la censure est directement posée dans cette problématique. Les situations de tensions ou de conflits observées font apparaître une lutte multiforme, entre aînés et cadets sociaux, autour du pouvoir de contrôle sur Internet. Cela est ouvertement admis et pratiqué depuis le 11 septembre 2001, renforcé par les Etats-Unis d'Amérique depuis la fin de l'année 2002. Le risque du non contrôle, de l'avis des gardiens de l'orthodoxie sociale, est que les comportements qui sont décriés n'alimentent ou ne stimulent le libertinage. De notre point de vue, le contrôle de l'Internet pourrait, sous des formes plus innovantes, devenir préjudiciable à la paix des familles et à la paix sociale en général. Cela pourrait encourager la ruse, le contournement et la création de nouveaux usages tout comme l'émergence de nouveaux modes d'organisation sociale sur le mode de la contestation. Ces pratiques développeraient, par exemple, des circuits parallèles ou les heureux possesseurs de connexions non censurées, des enfants "fils à Papa" qui ont Internet dans leur chambre, seraient à même de vendre et d'organiser des

services sur disquettes, sur DVD ou sur CD-ROM. Si l'on veut maintenir les jeunes, les femmes, les citoyens volontairement dans l'ignorance de choses que divers pouvoirs sociaux jugent moralement, socialement ou politiquement néfastes, il faut le faire sur l'ensemble des médias pour ne pas ajouter une autre marginalisation à celles qui existent. A partir de l'analyse de ces conflits, on peut dire qu'Internet met en scène un espace de pouvoir "bouc émissaire", si l'on considère les représentations sociales négatives des "aînés", libérateur pour les "cadets sociaux". Cette dialectique du pouvoir s'exprime à travers divers comportements de cybernautes interrogés. Le cybernaute est, pour nous, un internaute qui accède à Internet dans les cybercafés. Les pratiques sociales des micro-acteurs mettent en lumière les enjeux de pouvoir qui sont à l'œuvre autour d'Internet, et qui en révèlent la dimension politique. Les réponses des personnes concernées font apparaître que le pouvoir autour d'Internet est bien soumis à ce que Michel Foucault (1976, p.110) appelle "un régime binaire licite et illicite, permis et défendu", qui agit contre le pouvoir oppresseur et censeur exercé par des institutions sociales.

Par les rapports de force repérés dans le jeu des acteurs sociaux, on peut voir dans le média Internet une tentative de coup de force pour introduire, à son tour, de nouveaux modes de régulation sociale et de relations qui permettent aux acteurs les plus faibles de s'affranchir du joug de la domination et de se "dégager de temps en temps de l'emprise de leur identité (sociale) d'enfant", d'épouse ou de salarié, etc. L'Internet donne aux cadets sociaux (jeunes, femmes, etc.) la possibilité d'affirmer leur "identité active"¹⁹ en développant un rapport plus personnel aux contenus, loin de toute censure sociale. La possibilité d'anonymat de l'internaute, comme l'utilisation de pseudonymes et le camouflage de son identité sociale réelle, la déterritorialisation théorique de l'acteur participent de cette stratégie d'affranchissement et de gestion des conflits intergénérationnels, hiérarchiques et entre genres. Tous ces rapports inégaux induisent des "états de pouvoir" qu'il convient encore d'observer pour éviter des généralisations abusives. La libération ou l'affranchissement de l'internaute reste partielle, car après avoir fini de surfer, il retrouve sa condition marginalisation généralisée²⁰ (économiques, qualité de la vie, accès aux besoins essentiels, etc.) Ces usages d'Internet sont par ailleurs dans l'ensemble peu stabilisés et de nombreux répondants évoquent des usages à venir, dans le cadre de tel projet individuel ou collectif (cas des employés des mairies de Douala ou des populations qui déclinent des usages, attendus d'Internet). Le modèle dominant de l'utilisation du "net" est loin d'être celui d'un objet familier ou banal. La prudence épistémologique nous fait penser que les pratiques de la frange des internautes qui trouverait un exutoire dans l'Internet doivent être observée dans le temps long, avant toute tentative de théorisation ou de généralisation. On peut retenir ici que l'émergence des NTIC marque la prise du pouvoir par de nouveaux acteurs, en dehors des élus et des représentants du peuple. Ce pouvoir émerge de l'action des divers acteurs sociaux impliqués et il s'exerce à différents niveaux de la société. Nous avons spécialement observé cette dimension du pouvoir à partir des résultats des enquêtes menées au Cameroun. Notre position est aussi celle qui considère que le pouvoir a une dimension institutionnelle et qu'il est une construction sociale dont la dimension symbolique permet également de rendre intelligible les phénomènes observés.

REPRESENTATIONS SOCIALES ET FRACTURES NUMERIQUES

Parmi les formules utilisées pour qualifier les inégalités observées à l'occasion de l'émergence de l'Internet, la fracture numérique est un thème qui jouit d'une reconnaissance forte. Cette notion se trouve au centre du processus de construction des représentations sociales de l'Internet par les acteurs sociaux. Ce concept est cependant problématique. Nous définissons cette expression, à partir de son équivalent anglais, comme une série d'écart ou de disparités observées dans l'accès aux technologies et aux réseaux numériques. Ces inégalités sont repérables sous des aspects variés : techniques, économiques, territoriaux, sociaux, culturels. Deux approches antagoniques s'opposent dans l'analyse

¹⁹ Cette partie du travail est inspirée des analyses de Philippe Mallein et Yves Toussaint : " L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages " in TIS, vol. 6 n° 4, 1994, pp. 326-327.

²⁰ Il convient de rappeler que depuis les indépendances en 1960, les commodités essentielles comme l'eau, l'électricité, le téléphone, les boîtes postales, les ordinateurs sont confisqués dès leur apparition par une classe dirigeante comprador et une infime minorité de la population urbaine.

des enjeux de l'Internet: la perspective de l'impact et celle de la critique de l'impérialisme culturel. Les deux courants préconisent que l'Internet influence de plus en plus les activités économiques, politiques et sociales. L'étude des représentations sociales nous permet de développer une démarche critique qui s'adresse à la fois à la démarche religieuse des "netophiles (qui croient au Récit d'Internet) et aux jérémiades des "netophobes" (qui se situent dans la perspective de l'apocalypse ici et maintenant).

La vision messianique (les netophiles) comprend une partie de l'opinion façonnée dans ou fascinée par l'univers de l'ère post-industrielle en Occident. Elle projette la situation actuelle sur celle à venir et elle reproduit allègrement des clichés sur le risque d'exclusion due au fait que nombre de pays du "Sud" et la quasi-totalité des pays africains ne sont pas traversés par les autoroutes du développement numérique et ne disposent, le cas échéant, que de rares bretelles pour en recevoir un maigre trafic. Par conséquent ils plaident pour un financement immédiat de l'implantation de l'Internet, qui apporterait des solutions idoines aux problèmes qui confrontent les pays africains. Cette vision a été reçue et formulée par certains hommes politiques africains, qui présentent Internet comme étant une voie de sortie de la fracture numérique et des fractures sociales préexistantes. Nous pensons que l'une des tendances lourdes qui structurent les représentations sociales de l'Internet au Cameroun et probablement en Afrique en général, est reprise du discours international sur le développement. Cette rhétorique vante et vend les opportunités que peut procurer le développement de l'Internet dans les formations sociales africaines. En effet, la "communauté internationale semble inscrire le changement social en Afrique dans une chevauchée fantastique (vertigineuse en ce qui nous concerne) à travers le Grand Canyon du développement numérique. Ce "consensus international de la vitesse" (Pejout, 2002, p.71) est supporté par les organisations internationales, qui cherchent des "raccourcis", à "brûler les étapes" pour réduire la pauvreté (Bureau International du Travail)²¹, "prendre des raccourcis dans le processus de développement en pratiquant la méthode dite du saut de mouton" (de panurge?) (Union Européenne)²², "sauter l'étape de l'industrialisation" (UNESCO), "sauts technologiques", "course au savoir" (PNUD). Quelques histoires à succès réalisées grâce à Internet, fondent le mythe. Nous avons rendu compte de quelques une dans le présent travail. Des chercheurs sont partie prenante à cette "Internationale de la vitesse numérique en réseau" qui tend à faire croire que le futur est déjà advenu: (Kapstein: 2000, p.75; Jensen: 2000, p.219; Bonjawo: 2002, pp.18, 24, 55, 134, 145; Norris: 2001, p. 43; Tshimbulu: 2001, p.165; Ouédraogo: 2001, p.222). En visionnaire Herbert Marcuse (1968, p.72) évoquait déjà "le bond historique de la société pré-technologique à la société post-technologique".

Prisonniers des mêmes représentations, les pessimistes, au contraire, se demandent si l'Internet ne devrait pas venir seulement une fois que les autres besoins cruciaux des pays africains seraient satisfaits. Des études de l'ONU montrent par exemple que dans certains pays d'Afrique, 50% des enfants n'iront pas à l'école une seule journée de leur vie, parce que leurs parents n'ont pas les moyens de leur acheter un livre. L'échec de la télévision scolaire en Côte-d'Ivoire et, d'une manière générale, celui des décennies d'information et développement ôte probablement toute crédibilité à la possibilité de répondre aux demandes sociales non satisfaites par l'Internet. Ce courant soutient l'idée qu'il est bon de différer les investissements nécessaires pour Internet pour les réorienter vers la lutte contre la pauvreté.

Les deux types de représentations sont fondés sur des discours et sur des contre-discours non encore entièrement validés en Occident, leur espace de conception et d'apparition. Cependant elles font partie des stratégies d'énonciation et de dénonciation de l'Internet au Cameroun. Notre objectif est de montrer que malgré l'antagonisme apparemment irréductible entre les deux clans autour de l'Internet, les uns et les autres partagent les mêmes représentations sociales. Ce point de consensus se forme autour des bouleversements de type révolutionnaire qu'Internet introduirait dans la société. Cette problématique des effets, qui structure de nombreuses relations entre les diverses réalités de l'Internet, est trop réductrice car elle fait l'impasse sur le sens. Elle est de ce fait peu opératoire pour servir d'analyseur des enjeux sociétaux du réseau des réseaux au Cameroun. Il convient de sortir de cette démarche dépassée, pour étudier le contact entre Internet et les formations sociales considérées sous

²¹ BIT: *Rapport annuel sur l'emploi dans le monde, 2001*

²² Commission du développement du Parlement européen : *Rapport sur les TIC et les PED*, mai 2001

l'angle du pouvoir. Pourtant, ces enjeux sont les moins lisibles dans les préconisations et les plus problématiques lorsqu'on étudie l'insertion sociale de l'Internet.

Dans le contexte conflictuel qui vient d'être décrit, peut-on alors considérer, sans questionnement, Internet comme un facteur prioritaire du développement durable en Afrique ? Notre position sur cette question fondamentale est que les uns et les autres sont prisonniers de l'indigence conceptuelle, aveuglés par le paradigme des effets des outils et dispositifs de communication sur le changement social. Ils adhèrent tous au mythe qui consiste à croire et à faire croire qu'Internet est un phénomène explosif dont le développement et les effets sur la formation sociale sont inéluctables. Cette thématique est sous-jacente aux tendances lourdes de la pénétration de l'outil sur le continent africain, dans les Etats, les régions, les entreprises et les ménages. Dans tous les cas, réels ou supposés, cette opposition factice à notre sens situe Internet au centre d'une controverse qui divise la communauté des chercheurs, les acteurs sociaux et les libre penseurs, les analystes et observateurs regroupés en "netoptimistes" et "netpessimistes". Cela fait apparaître la dimension politique de ce média.

Au Cameroun mais probablement dans toute l'Afrique au sud du Sahara, en général, cette question peut être rattachée à la crise générale des modèles de développement face aux besoins réels des populations. Rarement intégrés dans les préconisations de l'outil, les enjeux de la pénétration de l'Internet se posent en termes de survie, de continuité ou d'orientation par rapport à des modèles organisationnels, à des contenus culturels et politiques qui se situent en rupture avec les savoirs et savoir-faire issus de l'expérience coloniale, de l'indépendance, du parti unique et des monopoles publics et privés industriels et commerciaux. On sait, à partir de la sociologie des médias, que la problématique des effets est indécidable. Par ailleurs, de notre point de vue cette perception messianique, comme les inquiétudes qu'elle suscite, manquent de confirmation empirique. Les résultats des recherches sont contradictoires ou nuancés sur cette explosion passionnelle, même si leurs conclusions semblent être que l'Internet et les NTIC en général renforcent davantage les tendances actuelles quant à la problématique de l'impact sur les mutations culturelles et sociales (Castells: 2000, p.155; 2001, p.151; Tyler: 2002, pp.195-196; Ossama: 2001, p.15).

Nous pensons que les représentations sociales de l'Internet dans notre corpus reposent sur le temps court, ignorant ainsi à la fois l'inscription sociale du phénomène étudié et son caractère essentiellement construit et dynamique, c'est-à-dire inscrit dans la longue durée. Comment peut-on alors construire des représentations culturelles et tirer des conclusions à partir de prises de positions qui peuvent tout au plus être considérées comme de simples hypothèses? Cela s'explique probablement par le fait que la réflexion sur la problématique de l'Internet est soustraite à un réel contrôle intellectuel et politique national souverain dans la zone d'étude, sans que cette situation soit spécifiques: comme bien d'autres pays, le Cameroun n'est pas maître de l'agenda de l'Internet (choix des référents, définition des objectifs, détermination et mobilisation des moyens, détermination du chronogramme et des indicateurs pour le suivi et l'évaluation). Pour illustrer notre propos, le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD), synthèse du Plan d'Action du Millénaire (MAP) d'Afrique du Sud et du Plan OMEGA du Sénégal, a identifié les NTIC "as being central to development (...) across the African continent as they present us with an opportunity to leapfrog decades of development" (Pejout: 2002, p.75). Cette représentation publique des NTIC dans l'espace public du développement peut se lire de deux manières: soit en termes d'adhésion volontaire des dirigeants au consensus parce que les gouvernements africains ont besoin de cette fiction-là dans la société, soit en termes de stratégie face la pression de dynamiques sociales complexes et de logiques sociales tout aussi illisibles, afin de ne pas être mis au ban de la communauté financière internationale. Comme le note Nicolas Pejout à propos de la République Sud-Africaine (2002, p.100) les pays concernés ont choisi "probablement de suivre la "norme intellectuelle internationale", pas nécessairement par conviction, mais en appliquant la formule (selon laquelle): mieux vaut se tromper avec les autres que de prendre le risque d'avoir raison tout seul"²³ en choisissant une voie alternative pour leur développement. Cette adhésion tactique expliquerait alors l'incapacité de la classe politique

²³ *Les NTIC en Afrique du Sud: Outils et représentations du développement*, Mémoire de DEA, 2001-2002, EHESS.

africaine à traduire des projets politiques, pourtant clairement définis dans les discours, en programmes de développement opérationnels. Cela s'inscrit probablement dans des enjeux de pouvoir qu'une lecture a-normalisée des relations internationales pourrait élucider. Toutefois, les rapports de pouvoir dans notre champ de problématisation ne concernent pas seulement les autorités publiques. Aux côtés des pouvoirs publics et surtout à leur place, des membres de la classe dirigeante et de la société civile, tout comme des exclus de la mondialisation ne subissent pas le processus en cours comme une fatalité. De nombreuses ONG nationales mènent un combat, qui semblerait perdu d'avance, contre la marginalisation.

Après l'adhésion au consensus international, les représentations les plus optimistes construisent la rhétorique économique de l'Internet sur le thème d'une économie africaine en crise, dont le réseau des réseaux représenterait un nouveau catalyseur. elles décrivent les éléments constitutifs d'une troisième révolution industrielle : la marchandisation de l'information considérée comme matière première et source d'énergie, l'apparition de l'ordinateur et des systèmes d'information jouant le rôle de moteurs et la généralisation des réseaux et de l'Internet ²⁴ comme nouveaux modes de communication et d'échange. Cette catégorie d'analystes ²⁵ situe résolument l'enjeu au plan macro économique, du côté de l'industrie des réseaux. La mythologie de l'Internet repose sur l'idée tout aussi mythique des avantages que l'Afrique tirerait de la "nouvelle économie"²⁶. Les problèmes boursiers des valeurs de la nouvelle économie, depuis 2002, laissent les observateurs plus réservés. Le même argumentaire soutient que les produits et services d'informations constituent un marché considérable sur lequel l'Afrique peut se positionner en tirant profit notamment de l'avantage comparatif que représente la bonne qualification et le faible coût de sa main d'œuvre et l'abondance de ses ressources naturelles et d'autres facteurs de production. Internet pourrait être à la fois un instrument de marketing, un outil de conquête de nouveaux marchés, un facteur d'amélioration de la productivité interne par l'amélioration et/ou la réorganisation des processus de travail. Cette vision instrumentale de l'Internet dans la prétendue nouvelle économie est celle que développent les leaders politiques africains. Alpha Omar Konaré parlait ainsi des "enjeux économiques colossaux étant donné le rôle des NTI dans la circulation des capitaux et les sommes fabuleuses investies dans leur développement (et des) enjeux autour des coûts de la communication aujourd'hui prohibitifs pour les Africains"²⁷.

A notre sens, le vécu quotidien donne une autre image des avantages comparatifs supposés du "net". L'explosion des infrastructures à laquelle on assiste, depuis la fin des années 1990, est dominée par quelques sociétés américaines et européennes détentrices des brevets sur les logiciels et des technologies. Les logiques économiques rendent alors illusoire toute idée de gains de productivité réels pour l'Afrique. Gilles Mersadier²⁸ estime par exemple que les coûts élevés de connexion²⁹

²⁴ Réseau mondial de micro-ordinateurs qui dialoguent entre eux grâce à la généralisation des modems (modulateurs- démodulateurs). L'Internet recouvre en fait un système qui peut s'analyser en plusieurs couches : Au cœur du système, une infrastructure technique (certains parlent de "tuyauterie") basée sur des technologies de communication, et des composants informatiques matériels et logiciels. A travers une interface homme-machine le réseau est alimenté en contenus et utilisé par des utilisateurs directs qui développent des usages. Enfin autour, un environnement culturel, économique et social influencé par le développement des services qu'il offre. C'est cet aspect qui nous intéresse

²⁵ Alain Richemond : [www. Arthurandersen.com](http://www.Arthurandersen.com)- chroniques de l'économie e-business 2001

²⁶ Ce terme définit aux Etats-Unis et dans les pays occidentaux en général, la croissance globale tirée par les nouvelles technologies d'Information et de communication. Il s'y caractériserait par une absence d'inflation, le plein-emploi et une conquête du monde. Estimé à 4 milliards de dollars en 1994, le chiffre d'affaires directement généré par Internet aurait contribué à un tiers de la croissance américaine avec environ 301 milliards de dollars (318 milliards d'euros) en 1998. En France les NTIC auraient contribué à 5 % du PIB, 3,5% de la richesse nationale et 15% de la croissance économique en 1998.

²⁷ Idem.

²⁸ " Internet en Afrique francophone : disparité des conditions d'utilisation entre pays et importance des points d'accès publics ", mai 1997

²⁹ Le coût d'une connexion se compose de deux parties : la liaison au réseau mondial payée au FAI et la communication téléphonique (entre le "connecté" et son FAI) payée à l'opérateur des télécommunications. Les

entravent plutôt la croissance du marché de l'Internet. Compte tenu des données qui précèdent, on peut dire que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques est structurée par des rapports des pouvoirs, entre le Cameroun et les pays africains en général et la prétendue communauté internationale, et à l'intérieur de chaque pays entre les impératifs de la mondialisation et les demandes sociales locales.

De ce point de vue l'appropriation sociale de l'Internet apparaît résolument comme une question politique. Certes, les autorités politiques et administratives du continent semblent être de plus en plus convaincues ou forcées de l'accepter, des enjeux et des atouts potentiels liés à l'Internet pour leurs pays dans le contexte de la mondialisation. Néanmoins il est clair que dans une économie politique de plus en plus globale qui implique notamment des systèmes de gestion décentralisés de plus en plus poussés, l'Internet permet, un autre exemple, d'effectuer des réconciliations financières pratiquement instantanées lorsqu'il est couplé à des systèmes de gestion informatisés appropriés. L'accès à l'information en temps réel et la rapidité des transferts d'informations et à moindre coût, permet un rapprochement sans précédent de la triade événement-action-transparence. Tout cela n'est pas sans conséquences sur la façon dont les organisations, qu'elles soient du secteur public ou privé, sont structurées. La révolution de l'information et de la communication a souvent pour conséquences de réduire les niveaux hiérarchiques, de rendre les systèmes d'organisation plus horizontaux, moins verticaux, et de privilégier l'action de proximité par rapport au formalisme des règles bureaucratiques et impersonnelles. Cela n'est probablement pas du goût de la classe politique et de la classe dirigeante et cette gêne éventuelle se ressent au niveau des politiques publiques. Les populations vivant dans des conditions de marginalité extrême, à la périphérie du développement, montent des stratégies de lutte pour les NTIC.

EN GUISE DE CONCLUSION

La démocratisation de l'accès aux NTIC et notamment à l'Internet se pose comme un préalable à toute éventuelle démocratisation de la communication sociale et donc probablement du développement. L'identification des résistances et des obstacles à la pénétration d'Internet, dans le corps social au Cameroun, nous situe bien dans le champ politique. Le mode de développement de ce média ainsi mis en évidence peut être contesté au niveau de sa durabilité. La recherche fait apparaître que le comportement des acteurs sociaux à l'égard d'Internet échappe à tout déterminisme univoque. L'espace public du développement ne fonctionne pas en vase clos. Par exemple, l'implantation de l'Internet subit les influences des réalités extérieures dans lesquelles ce processus est immergé et auxquelles il s'adapte de manière différenciée, selon les pays et les publics, en fonction de la diversité et de la nature des contraintes. Il est, de ce fait, difficile de faire l'économie d'une réflexion politique sur le contact entre le réseau des réseaux et développement humain durable. La diversité des expériences recensées permet le repérage des interstices de pouvoir. La géographie de l'Internet, outil essentiellement urbain traversé par des logiques sociales variées, fait apparaître clairement le paradigme du pouvoir: besoins d'accumulation, d'apprentissage de compétences techniques, de promotion sociale, recherche d'avantages symboliques, ou simplement volonté de briser le joug de la tradition, stratégie de "modernisation" à court terme par les NTIC, logique d'affirmation et de persuasion organisée par les Organisations internationales sous le couvert des pouvoirs publics, etc. Ces mouvements structurants tendent, en effet, à faire croire que le futur est déjà advenu. Cela donne une vision faussement transversale d'un développement humain durable par l'Internet qui cache, en réalité, de nombreux rapports de domination. Les processus étudiés font partie de la gouvernance de l'Internet dans la bonne conduite de l'État de droit. Cependant, ces processus sont encore récents et peu stabilisés. Etant convaincu du danger des théories générales, nous souhaitons que les conclusions auxquelles nous sommes parvenu soient encore vérifiées dans d'autres pays, même si notre connaissance du terrain et nos lectures pourraient constituer une tentation de tirer des conclusions générales, donc nécessairement

FAI on aujourd'hui généralisé un système de forfait mensuel permettant une connexion illimitée : les tarifs varient de 15 à 35 000 FCFA en Afrique de l'Ouest francophone.

hâtives et manquant de sous bassement empirique. Il convient de les observer dans le temps long. Malgré la séduction et les effets de mode, nous pensons qu'une stratégie de veille s'impose.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

I - OUVRAGES

- Banque Mondiale: *Rapport annuel sur le développement*, (1998, 1999, 2000, 2001).
- Bardini, Thierry: "Diffusionnisme, constructivisme et modèle technique : ébauche d'une approche communicationnelle du changement technico-social", in *Technologies de l'Information et Société*, 1993, vol 5 n°4, pp.3671 et suivantes.
- Barthes, Roland, *Mythologies*, Seuil, coll. Points Essais, Paris, 1957.
- Bonjawo, Jacques, *Internet – Une chance pour l'Afrique*, Karthala, Paris, 2002, 208 p.
- Castells, Manuel, *L'ère de l'information, tome 3 : Fin de Millénaire*, Fayard, Paris, 1999 [1999a], 425 p.
- Castells, Manuel, (1999): *L'ère de l'information, tome 1 : La société en réseaux*, Fayard, Paris, 2001 [2001a], 2ème édition, 671 p.
- Castells, Manuel, (2001): *La galaxie Internet*, Fayard, Paris, (2001b), 364 p.
- Cheneau-Loquay, Annie (dir.), *Enjeux des technologies de la communication en Afrique – Du téléphone à Internet*, Karthala, Paris, 2000 402 p.
- De Certeau, Michel: *L'invention du social*
- Faye, Makane (1999): *National Information and Communication Infrastructure Policy formulation: how to proceed.*
- Foucault, Michel: *Histoire de la sexualité I- La volonté de savoir*, Par. Gallimard, 1976, 211p.
- Griffiths, P.M (1998): "Keynote speech on the example of Ghana's communication, policy. - paper" delivered during the National Workshop on Information and Communication Technology Policy for Rwanda, Kigali, 30th november-3rd december.
- Habermas, Jürgen, *La technique et la science comme « idéologie»*, Gallimard, coll. Tel Quel, Paris, 1973 (1968), 211 p.
- *L'espace public – Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1962, 324 p.
- Horton, F.W. (1997): *National information policies - a handbook on the formulation, approval, implementation and operation of national information policies*. The Hague : FID and Paris : UNESCO, 254 p.
- Kapstein, Ethan: "La révolution de l'information et la fracture numérique", in *Géoéconomie*, n° 16, hiver 2000/2001, pp. 73-77.
- Kisiedu, C. (1989). *Workshop on national information and informatics policies in Anglophone sub-Saharan African countries*, Addis Ababa, Ethiopia, 28th November – 1st December 1988: a technical paper. 89 p.
- Maho, J.: "Ce que va changer la révolution informationnelle ", in *Le Monde Diplomatique* n° 509, août 1996, P.19.
- MARCUSE, Herbert, *L'Homme Unidimensionnel – Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Editions de Minuit, Paris, 1968, 281p.
- Mattelart, Armand, *La mondialisation de la communication*, QSJ, n°3181, PUF, Paris, 1998, 2ème éd. (1996).
- Mattelart, Armand, Mattelart, Michèle, *Histoire des théories de la communication*, La Découverte, coll. Repères, Paris, 1995.
- Mattelart, Armand, *Histoire de la société de l'information*, coll. Repères, La Découverte, Paris, 2001, 124 p.
- Miège, Bernard, (1996): *La société conquise par la communication*, I. *Logiques sociales*, Grenoble, PUG
- (1997): *La société conquise par la communication*, II. *La communication entre l'industrie et l'espace public*, Grenoble, PUG, 216.
- (1995): *La pensée communicationnelle*, Grenoble, PUG.
- (1996) (coord.): *Les autoroutes de la communication*, Dossier, in *Réseaux* n° 78.
- Miège, Bernard, Tremblay, Gaëtan, " Pour une grille de lecture du développement des techniques de l'information et de la communication «, *Sciences de la société*, n°47, mai 1999, p.9-22.
- MIGNOT-LEFEBVRE, Yvonne, « Technologies de communication et d'information: une nouvelle donne internationale ? », *Revue Tiers Monde*, tome 35, n°138, avril-juin 1994, p.245-277.

- Morin Edgard, (1984): *Sociologie*, Fayard.
- Ossama, François, *Les nouvelles technologies de l'information – Enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, L'Harmattan, Paris, 2001, 192 p.
- Ouédraogo, Mahamoudou : «Mass média et mondialisation : entre leurs et lueurs», in *Géopolitique africaine*, n° 4, nov. 2001, pp. 137-155.
- PNUD, *Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain, Rapport mondial sur le développement humain 2001*, De Boeck Université, Bruxelles, 2001.
- *Rapports sur le développement humain (2000; 1999; 1998)* De Boeck
- Ntambue-Tshimbulu, Raphaël, *L'Internet, son web et son e-mail en Afrique, Approche critique*, L'Harmattan, Paris, 2001, 353 p.
- Ricœur, Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Seuil, Paris, 1997, 411 p.
- Talero, Eduardo, Gardette, Philip, (1996): *Harnessing information for development. A proposal for a World Bank group strategy*.
- Talero, Eduardo (1997): "National information infrastructure in developing economies", in Brian Kahin and E. Wilson (eds). *National information infrastructure initiatives : vision and policy design*. A publication of the Harvard Information Infrastructure Project in collaboration with the Global Infrastructure Commission, pp. 287- 306
- UNECA, *Economic Internet Toolkit for African Policy Makers*, 1999, 97 p.
- UNESCO, *Rapport Mondial sur la communication et l'information 1999-2000*,

II - RESSOURCES INTERNET

- Association for the Development of Education in Africa: Le développement de l'Internet en Afrique. Lettre d'information Vol. 11 no.2 [référence du 5 décembre 2002] Disponible sur: "http://www.adeanet.org/newsletter/Vol11No2/fr_9.html"*
"<http://www.cnglobal2000.org>"
- Liaison francophone: bulletin de la Francophonie sur le développement des inforoutes. Disponible sur: <http://www.francophonie.org/liaison/abonn.cfm>
- Interface: bulletin du réseau Anaïs. Disponible sur: <http://www.anais.org/interface/index.html>
- P@ssdev: bulletin mensuel du Programme de l'Inter-réseaux sur l'appropriation des TIC pour le développement en Afrique. Disponible sur : <http://www.passdev.net/>
- Franconnex: e-magazine sur les NTIC. Disponible sur: <http://www.franconnex.com>
- Chéneau-Loquay: Disponible sur: "www.regars.cnrs.fr/africanti/."
"Csdptt-infos@listes.globenet.org"
- Le Monde Diplomatique*. Disponible sur: "<http://www.monde-diplomatique.fr/>"
- INFODEV- Disponible sur: "<http://www.infodev.org>"
- AFRICANTI- Disponible sur: "<http://www.africanti.org/résultats>"
- DEVELOPMENT GATEWAY- Disponible sur: "www.developmentgateway-org/node/133831"
"www.13c-asso.org/"
"<http://www.etic-nordsud.org/CProblématique.html>"
- AFTIDEV: 20 fiches sur des expériences pratiques d'appropriation des NTIC: Cameroun.doc
- Robert, Anne – Cécile: "Internet, la grenouille et le tracteur rouillé", in *Manière de voir*, n° 51